

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE COMMISSION PERMANENTE DU LUNDI 3 JUILLET 2023

N° délibération : 2023.1321.CP	Accusé de réception – Ministère de l'intérieur : 033-200053759-20230703-lmc100002849783-DE Envoi Préfecture : 12/07/2023 Retour Préfecture : 12/07/2023
N° Ordre : D02.03 Réf. Interne : 2638435	
Montant Proposé AE : 109 348,00 €	Montant Proposé AP : 1 308 495,00 €
D - TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE D02 - EAU - LITTORAL 402A - Préserver le littoral et les ressources en eau	

OBJET : LITTORAL : Axes 3 et 5 - risques côtiers

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L4211-1 et L4221-1,

VU la délibération n° 2017.2606.SP du Conseil Régional du 18 décembre 2017 approuvant le règlement d'intervention en faveur du littoral et modifié lors de la Séance Plénière 2020.1872. SP en date du 16 novembre 2020,

VU la délibération 2017.2011.CP du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine du 9 octobre 2017 relative aux affectations PAPI en Charente-Maritime dont le PAPI Seudre et PAPI Charente-Estuaire,

VU la délibération n°2019.1021.SP du 9 juillet 2019 relative à la feuille de route « NeoTerra » pour accélérer et accompagner la transition environnementale en Nouvelle-Aquitaine,

VU les délibérations n°2021.1222.SP et n°2021.1228.SP du Conseil Régional des 2 juillet 2021 et 19 juillet 2021 relatives au fonctionnement du Conseil Régional : délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente,

VU la délibération 2021.1578.CP du Conseil régional du 18 octobre 2021 relatif aux risques côtiers dont l'avenant 1 au PAPI Seudre,

VU la délibération n° 2022.950.SP du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine du 20 juin 2022 relative à l'adoption du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII),

VU la délibération n°2022.2163 SP du Conseil Régional en date du 15 décembre 2022 relative au budget primitif 2023,

VU le Groupe Inter Assemblées n°9 «Biodiversité, Eau, Littoral, Transition énergétique» réuni et consulté,

Dans le cadre de la politique de préservation du littoral, déclinant les ambitions principalement 5, 8 et 9 de la feuille de route NeoTerra, la Région soutient des opérations qui répondent aux enjeux d'adaptation et de gestion globale du littoral néo-aquitain. Elle mobilise pour cela les axes 3 « Risques côtiers » et 5 « Marais

littoraux » du règlement d'intervention Littoral approuvé fin 2020, dont relèvent les opérations suivantes.

A- Programmes d'Action et de Prévention des Inondations Charente-Maritime :

Suite à la tempête Xynthia, la Région s'est engagée en partenariat avec l'Etat et le Département de Charente-Maritime à soutenir des projets d'endiguement (identifiés dans les axes 7 des PAPI). 8 PAPI sont en cours sur ce département avec un achèvement à l'horizon 2026 pour cette génération post-Xynthia.

Cet engagement se traduit par un montant global d'affectations de 39,2M€ relatifs aux 8 PAPI, qui sont individualisés pour répondre à l'avancement des besoins des programmes lors des séances de la commission permanente. Les avenants sans incidence financière sont également approuvés par la Région.

PAPI Seudre : Avenant 2 à la convention-cadre

Le PAPI Seudre est porté par le Syndicat mixte du Bassin de la Seudre (SMBS). La Région accompagne ce PAPI, à hauteur de 1,7M€ pour un montant d'opérations initial de 9,5M€, voté par délibération 2017.2011.CP du 9 octobre 2017.

La convention-cadre de partenariat 2018-2023 a été signée le 12 juillet 2018 et complétée par un avenant 1 signé le 2 décembre 2021, pour la période 2023-2025.

L'avancement général du programme et le résultat des études d'avant-projet conduisent à une augmentation du coût des travaux de l'axe 7 de près de 10M€, même si certaines opérations ont été abandonnées. Il n'y a cependant pas d'incidence financière pour la Région.

Néanmoins, au regard des délais nécessaires à l'achèvement des actions et de l'animation du PAPI, le SMBS sollicite un avenant 2 à la convention afin de prendre en compte les modifications et maintenir la participation régionale initiale pour permettre la bonne réalisation des actions du programme et de son animation. A ce jour, seules les études pré-opérationnelles ont été engagées, représentant 10% de l'avancement des travaux.

L'ensemble des partenaires financiers a validé cette évolution. L'avenant 2 est joint en annexe.

B- Stratégies locales de gestion de la bande côtière (SLGBC)

Les Stratégies locales de gestion de la bande côtière (SLGBC) sont destinées à élaborer et concrétiser des options durables d'accompagnement du risque érosion côtière, particulièrement prégnant sur le littoral de Nouvelle-Aquitaine. Le programme type relève d'une méthodologie proposée par le ministère de l'Ecologie et reprise au niveau régional par le GIP Littoral Nouvelle-Aquitaine.

Ces stratégies sont réalisées grâce aux connaissances fondamentales et opérationnelles de l'Observatoire de la Côte de Nouvelle-Aquitaine (OCNA), réseau d'experts sur les risques côtiers.

Les SLGBC se traduisent par des programmes pluriannuels qui comportent des actions de court, moyen et long terme, tant sur les volets de la gestion du risque littoral que de l'aménagement du territoire.

Les 8 axes imposés par une stratégie sont les suivants :

- Axe 1 Connaissance
- Axe 2 Surveillance et prévision
- Axe 3 Alerte et gestion de crise
- Axe 4 Prise en compte des risques (urbanisme)
- Axe 5 Réduction de la vulnérabilité
- Axe 6 Lutte active souple (réensablement, restauration de côtes)
- Axe 7 Lutte active dure (digues, perrés)
- Axe 8 Animation

SLGBC Oléron :

La SLGBC Oléron a été validée en octobre 2021 sur la période 2022-2025. Compte tenu de la multiplicité des maîtrises d'ouvrage, la Région engage son soutien financier à mesure de l'avancement du programme d'actions. Sont concernées à ce jour les actions suivantes :

- action 2.1.1 : suivi du trait de côte permettant l'observation et la surveillance de l'érosion par une acquisition topographique et aérienne annuelle pour 3 nouvelles campagnes 23-25. Celle-ci permettra de définir plus finement les zones sensibles et vulnérables d'érosion et de submersion,
- action 6.2 : élaboration du Plan de Gestion des Sédiments (PGS) à l'échelle du territoire. Ce document stratégique et technique, sera mené de concert avec les études réglementaires afin notamment de prendre en compte les contraintes environnementales associées aux opérations de confortement dunaire. Ce PGS aboutira à une hiérarchisation des sites dont les systèmes dunaires seraient à recharger et à la préparation réglementaire pour sa mise en œuvre.

Les dépenses éligibles aux crédits de la Région sont de 237 750 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 47 550 €.

SLGBC Soulac-sur-Mer/Le Verdon-sur-Mer :

La SLGBC de Soulac-sur-Mer et Le Verdon-sur-Mer, portée par la Communauté de Communes Médoc Atlantique (CDCMA), a fait l'objet d'une première génération sur la période 2018-2022, pour laquelle le bilan technique, administratif et financier indique une satisfaction globale sur les actions réalisées.

La SLGBC de 2^{de} génération, prévue sur la période 2023-2027, est chiffrée à 11,3 M€. Elle a été examinée par le comité régional de suivi des stratégies de gestion de la bande côtière du 17 novembre 2022, lors duquel les partenaires ont établi des analyses techniques et recommandations.

La 1^{ère} phase 2023-2024 est chiffrée à 4 400 00 €. Les dépenses éligibles aux crédits de la Région sont de 3 729 800 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 739 460 €.

SLGBC Lacanau :

La SLGBC de Lacanau, première démarche de ce type en Nouvelle-Aquitaine, a fait l'objet d'une première génération sur la période 2016-2022, pour laquelle le

bilan technique, administratif et financier indique une satisfaction globale sur les actions réalisées.

La SLGBC de 2^{de} génération, prévue sur la période 2023-2030, est chiffrée à 39,9 M€. Elle a été examinée par le comité régional de suivi des stratégies de gestion de la bande côtière du 17 novembre 2022, lors duquel les partenaires ont établi des analyses techniques et recommandations.

La 1^{ère} phase 2023-2024 est chiffrée à 3,5 M€. Pour des raisons de simplification de gestion, la CDC Médoc Atlantique et la commune de Lacanau ont souhaité déposer chacune une demande de subvention, pour les dépenses dont elles sont respectivement maître d'ouvrage.

La demande de la CDCMA porte sur un budget prévisionnel de 3,2 M€. Les dépenses éligibles aux crédits régionaux sont de 2 993 300 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 485 035 €.

La demande de la commune porte sur un budget prévisionnel de 286 990 €. Les dépenses éligibles aux crédits régionaux sont de 284 990 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est estimé à 56 998 €.

C- MARAIS LITTORAUX ET ESTUARIENS

Poursuivant la stratégie régionale en faveur de la gestion multifonctionnelle des marais littoraux, particulièrement au regard de la submersion marine, la Région soutient les opérations inscrites dans les programmations 2023.

Au titre du contrat territorial milieu aquatique Ile de Ré en cours de signature, il est proposé le soutien à l'expertise juridique et réglementaire du statut des réseaux hydrauliques tertiaires des marais de l'Ile de Ré, portée par la Communauté de communes de l'Île de Ré pour un montant de 4 800€.

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions incluses dans le Contrat de progrès territorial du marais de Brouage (17) signé avec le Département, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et la Région, l'Association Foncière Pastorale (AFP), qui œuvre au maintien de l'élevage dans les prairies des marais, a été identifiée comme maître d'ouvrage des travaux de restauration du réseau hydraulique tertiaire compris dans les unités hydrauliques cohérentes (UHC) situées dans son périmètre. En 2023, la mise en œuvre du contrat et de son futur avenant se poursuit, il est proposé le soutien à l'Association Foncière Pastorale des Marais de Brouage pour un montant de 84 000 €.

Sur proposition de Monsieur le Président du Conseil Régional et après en avoir délibéré,

La COMMISSION PERMANENTE décide :

- **d'AFFECTER** une subvention globale de **1 417 843 €** au titre du Littoral, tel que proposée et détaillée en annexes,
- **d'APPROUVER** les termes de l'avenant n°2 à la convention-cadre du PAPI Seudre,

- **d'AUTORISER** le Président à signer les actes afférents à ces opérations.

1 308 495,00 € Au titre de la ligne Budgétaire en AP	
Chapitre : ENVIRONNEMENT	Programme : ENVIRONNEMENT LITTORAL
Article : PATRIMOINE NATUREL	Imputation : 907-76-4076010

109 348,00 € Au titre de la ligne Budgétaire en AE	
Chapitre : ENVIRONNEMENT	Programme : ENVIRONNEMENT LITTORAL
Article : PATRIMOINE NATUREL	Imputation : 937-76-4076010

Décision de la commission permanente :

Le Président du Conseil Régional,

Adopté à l'unanimité des suffrages
exprimés



ALAIN ROUSSET